

Kampala, Ouganda, 18 mai (Infosplusgabon) - 12 pays africains ont, au cours de ces dernières années, adopté des lois draconiennes contre les organisations non-gouvernementales (NGOS) qui opèrent dans leurs territoires, selon un nouveau rapport de Freedom House.

Ces mesures font partie intégrante "d'une plus grande stratégie de certains gouvernements africains qui veulent réduire le champ et l'espace des activités démocratiques", souligne le rapport.

"La Société civile joue un rôle de pivot pour rendre le gouvernement responsable de ses actes et pour la protection des droits humains," a déclaré le directeur du programme pour l'Afrique de Freedom House, Jon Temin.

"Traquer les organisations non-gouvernementales par des lois et des restrictions ne favorise pas une bonne santé de la démocratie dans la plupart de ces pays", a déclaré M. Godfery Musila dans le communiqué de presse publié par Freedom House.

Ces pays en question sont l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi, la Tanzanie, le Soudan du Sud, le Soudan du Nord, l'Ethiopie, la Zambie, la Tunisie, l'Algérie, la Sierra-Léone et l'Egypte.

Le rapport intitulé "La liberté sous menace : la prolifération des mesures contre les ONGS en Afrique", a été publié à Washington DC, aux Etats-Unis.

Freedom House, selon les informations disponibles sur son site internet, "est une organisation indépendante pour la défense et l'expansion de la démocratie et de la liberté à travers le monde".

C'est aussi une organisation non-gouvernementale financée par les Etats-Unis et qui mène des recherches et des plaidoyers en faveur de la démocratie, de la liberté politique et des droits humains.

Le rapport conclut que les objectifs cherchés à travers ces lois adoptées par les pays susmentionnés sont de contrôler les ONGS de plusieurs manières, de limiter le flux de financements extérieurs, le recrutement d'étrangers, de compliquer le processus d'enregistrement des organisations et de donner carte blanche aux gouvernements pour la gestion des ONGS.

Le rapport indique également que d'autres six pays africains, notamment, le Rwanda, la Zambie, le Soudan, le Malawi, l'Egypte, le Mozambique, sont dans le processus d'adopter des lois pour museler les organisations non-gouvernementales. Le Rapport informe aussi que le Rwanda qui a déjà voté une loi hostile aux ONGS est sur le point d'adopter d'autres lois supplémentaires contre les ONGS.

D'autres six pays, à savoir, le Congo Brazzaville, le Nigeria, l'Angola, le Malawi, le Zimbabwe, et le Kenya, ont essayé en vain de faire appliquer de lois similaires, indique le rapport.

FIN/INFOSPLUSGABON/MIA/GABON2019

© Copyright Infosplusgabon